

Atelier 11: Peut-on résister sur internet ?

La résistance à la mondialisation s'organise partout et avec tous les moyens. Internet est ainsi devenu un outil que de nombreux militants à travers le monde se sont mis à utiliser, parfois avec des résultats appréciables. Mais dans cette toile serons-nous l'araignée... ou la mouche? La résistance sombrera-t-elle dans le virtuel ou saura-t-elle profiter d'internet pour organiser de nouveaux réseaux? Utilisateurs, défenseurs et adversaires de cette démarche débattront dans cet atelier d'un thème qui est loin de faire aujourd'hui l'unanimité.

- > **Yvonne Mignot** (CNRS, France) – **Introduction**
- > **Frédéric Couchet** (APRIL France) – **Les logiciels libres**
- > **Dana Ward** (Pitzer College Etats-Unis) – **Utiliser internet pour résister à la globalisation**
- > **Pascal Renaud** (Réseau Rio France) – **Le réseau Rio en Afrique**
- > **Kodjo Gonçalvès** (webmaster Togo/ Canada) – « **Et Dieu créa Internet** »

> Introduction

Yvonne Mignot Lefebvre.

Je me présente, je suis à la fois une chercheuse au C.N.R.S. qui travaille sur les technologies d'information et de communication et une réalisatrice de films, qui s'intéresse depuis quelque temps déjà à Internet. Il y a 4 intervenants prévus dans cet atelier, je leur laisserai le soin de se présenter eux-même.

D'abord un bref historique. Les nouvelles technologies d'information et de communication ont été le plus souvent utilisées au nom du progrès, de l'égalité des chances, et non sans une certaine euphorie parmi les acteurs. Elles devaient en outre résoudre le problème de l'accès à l'éducation des pays les plus pauvres et ainsi réduire les inégalités. On a vu apparaître par exemple en Afrique les télévisions scolaires hertziennes qui étaient sensées permettre l'alphabétisation des enfants au fin fond de la brousse, il y a eu également des satellites de communication envoyés par le Brésil, l'Inde pour donner des cours de formation aux paysans. Plus proche de nous, on a vu l'importance des militants dans la diffusion des nouvelles technologies, par exemple pour les radios libres. L'internet, en ces débuts, a été mis à la disposition des universités puis de la société civile par l'armée américaine et fut pris en main par des « hackers », des marginaux, qui en améliorèrent les procédures et qui créèrent des réseaux très larges de diffusion. Beaucoup de ces expériences pionnières

ont disparu au profit d'entreprises commerciales ou gouvernementales, comme les télévisions en Afrique, et il subsiste néanmoins le satellite indien, qui a résisté vaillamment.

Internet aujourd'hui fait l'objet des spéculations les plus folles, au plan commercial comme au plan militant. Dans cette toile, sommes nous l'araignée ou la mouche? Quant est-il actuellement des usages d'Internet par les pauvres, les exclus, les résistants? En France des associations telles que le D.A.L. (Droit Au Logement), les sans papiers, les associations défendant les droits de l'homme, l'utilisent largement pour organiser des actions, les associations contre la mondialisation libérale, de Seattle à Porto Alegre, y ont eu recours de manière super efficace et notre propre colloque est un exemple de l'efficacité de ce traitement par Internet. Citons aussi A.T.T.A.C., avec son bulletin bi-hebdomadaire « le grain de sable » diffusé par courrier électronique, et dont la logistique dépend en grande partie d'Internet, mais pas complètement, car des réunions physiques restent souhaitables. Des réseaux internationaux Nord-Sud et Sud-Sud de paysans se sont constitués et plus généralement

les échanges internationaux sur la contestation de la mondialisation et l'après-développement transitent actuellement par Internet. Cependant la société ultra libérale utilise aussi ces ressources, même mieux souvent, et voudrait s'en approprier le contrôle. Un risque bien réel plane sur Internet dont les mouvements sociaux non pas conscience, tellement

les usages se banalisent, le danger du fichage des militants, en particulier, est extrêmement présent et personne n'en parle. Un enjeu majeur est donc de garder des conditions démocratiques d'accès à ces technologies, avec un tarif égalitaire, des performances non discriminées, un secret des échanges respecté, des logiciels liés à Internet non monopolistiques. Par delà le technicisme portant aux nues Internet, qui irrite certains ici-même et dont nous discuterons dans cet atelier, Frédéric Couchet nous parlera des logiciels libres, échappant au circuit commercial, de leur importance stratégique et des enjeux de cette bataille. Ensuite Dana Ward parlera du potentiel démocratique et révolutionnaire d'Internet, mais qui est selon lui à double tranchant. Pascal Renaud évoquera l'expérience du Réseau Rio, en Afrique, avec comme opérateur l'ORSTOM et ses questionnements sur le processus d'appropriation, ce à quoi répondra Kodjo Gonçalves à partir d'un bilan de l'implantation du Net en Afrique et de plusieurs expériences originales. Enfin nous regrettons l'absence de Paul Muketa, avec qui nous devions faire une visio-conférence depuis Yahoundé, mais je dirais que le stade infantile de développement des technologies ici à l'Unesco ne nous a pas permis de réaliser cette merveille !

Je vous propose trois thèmes transversaux. D'abord la méfiance vis à vis d'Internet, considéré comme techniciste et soupçonné d'entraîner les échanges humains vers une sorte de virtualité; un deuxième thème sur la démocratisation d'Internet et la résistance à la marchandisation et enfin les dangers liés à la sécurité des échanges et la trop grande transparence d'Internet, on connaît le système de sécurité ou plutôt d'espionnage Échelon, il y en a d'autres, c'est une vraie menace pour les militants.

> Les logiciels libres

Frédéric Couchet (APRIL France)

Je vais essayer de vous expliquer ce que sont les logiciels libres, sans entrer trop dans la technique, plutôt en parlant cuisine. En informatique traditionnelle, avec des logiciels propriétaires, on ne connaît que le produit final, le plat cuisiné; la recette de cuisine, c'est à dire son fonctionnement, la façon dont il a été créé, les informations qui permettraient de l'améliorer ne sont pas connues. Dans le logiciel libre, au contraire, il y a une transparence absolue sur la création et le fonctionnement, car on dispose de la version finale du logiciel, la version binaire qui est compréhensible par l'ordinateur, mais aussi du code source qui est en fait la recette de cuisine. Ces logiciels dits libres sont caractérisés par quatre libertés différentes.

D'abord la liberté d'utilisation, n'importe qui peut utiliser un logiciel libre, sans limitation d'aucune sorte.

Ensuite, vous avez la possibilité et le droit d'en étudier le fonctionnement, grâce à la disponibilité du code source. On

pourrait penser que l'utilisateur n'y a aucun intérêt, mais un logiciel sans « bug », sans erreurs de traitement, cela n'existe pas, et cette liberté permet, par exemple, à des équipes d'informaticiens, souvent reliés par Internet, j'y reviendrais, de trouver ces « bugs ».

Logiquement, la troisième liberté, c'est la liberté de modifier le code, pour rectifier les erreurs mais aussi pour faire évoluer le logiciel, l'adapter à de nouveaux besoins ou à des évolutions techniques; et comme tout le monde a cette liberté, un nombre très important d'informaticiens peuvent travailler sur un logiciel libre à la différence d'un logiciel propriétaire qui est développé par quelques personnes travaillant pour la société éditrice. Et la quatrième liberté permet de redistribuer le logiciel et son code source, dans la version originale ou modifiée. Cela permet à d'autres personnes de recevoir la version modifiée, de la modifier à leur tour, et ainsi de suite; on construit ainsi des logiciels brique par brique, sans secrets de fabrication, de façon coopérative et de façon transparente.

Les logiciels libres sont donc caractérisés par ces quatre libertés : liberté d'utilisation, liberté d'étude, liberté de modification, liberté de redistribution.

Une des personnes à l'origine des logiciels libres, Richard Stahlman, est un « hacker », pas dans le sens de pirate, mais dans le sens de bidouilleur de génie, d'informaticien très, très fort. Il travaillait dans les années 70 au laboratoire d'intelligence artificielle du M.I.T (Massachusetts Institute of Technology) où ces quatre libertés étaient considérées comme normales, on considérait en effet que pour pouvoir concevoir des logiciels de qualité, il fallait que de nombreuses personnes puissent étudier et modifier le code. D'autre part, à l'époque, en informatique, seul le « hardware », c'est à dire le matériel était vendu, le logiciel était donné avec, les bénéfices se faisaient sur le matériel. A partir des années 80, après un certain nombre de procès dont le procès I.B.M. qui ont obligé à dissocier matériels et logiciels, ont commencé à arriver les logiciels propriétaires, avec des licences n'accordant plus qu'une liberté, celle d'utilisation, et payants. En réaction, Richard Stahlman a lancé en 1984 le projet GNU qui visait à créer un système d'exploitation complet, répondant à tous les usages et respectant les quatre libertés.

Ce projet, qui paraissait utopique à l'époque, est largement réalisé aujourd'hui, vous pouvez trouver facilement des logiciels complets de ce type utilisables par n'importe qui.

Mais l'apport majeur de Richard Stahlman a été de créer un outil juridique, la licence G.P.L. (Général Public Licence), qui s'appuie sur le droit du copyright, comme les licences des logiciels propriétaires, mais pour faire accepter et garantir les quatre libertés des logiciels libres. Si la licence des premiers vise à exclure des droits, celle des seconds les stipule et les protège, avec la restriction suivante : si vous modifiez le logiciel et que vous le redistribuez, vous devez le redistribuer dans les mêmes termes, avec la même licence. Donc cette licence crée ce que l'on pourrait appeler un pot commun, dans

lequel des personnes mettent des logiciels, des améliorations, etc. à la disposition de tous, mais personne ne peut prendre quelque chose dans le pot et se l'approprier. Cette licence G.P.L n'est pas la seule, mais c'est la plus importante, elle protège environ 70% des logiciels libres.

On arrive ainsi, grâce aux quatre libertés, à des logiciels plus performants, car les erreurs sont corrigées plus vite, à plus de sécurité car la sécurité par la transparence fonctionne bien mieux que la sécurité par l'obscurantisme. C'est pourquoi ces logiciels se sont largement diffusés dans les entreprises.

La démarche de Richard Stahlman est d'abord philosophique, et quand il vient en France parler des logiciels libres, il emploie trois mots : liberté, égalité, fraternité. La liberté se réfère aux quatre libertés déjà citées, l'égalité signifie que tous les utilisateurs, une grosse société comme un particulier, ont les mêmes droits, la fraternité marque le but qui est de construire ensemble un système libre, de manière coopérative.

Après cette introduction à la philosophie des logiciels libres, je voudrais en expliciter les doubles liens avec Internet.

D'abord, vous pensez peut-être n'avoir jamais utilisé de logiciels libres, mais la grande majorité des serveurs Web, des serveurs de courrier électronique, des serveurs de nom qui traduisent par exemple l'adresse « unesco.org », en fait une très grande part de l'infrastructure du réseau Internet fonctionne avec ce type de logiciels.

Mais d'autre part, Internet a participé de façon décisive à la diffusion des logiciels libres. En effet, au début, dans les années 80, ils existaient surtout aux États-Unis et il était difficile à se procurer, par manque de moyen de communication. A partir de 1992-1993, avec l'essor d'Internet, cela devint plus facile, d'ailleurs cela explique en partie le succès de Linux qui, apparu à ce moment là, a pu être diffusé rapidement. Internet a permis la multiplication des contributeurs, c'est à dire des personnes qui travaillent sur un même logiciel, aujourd'hui certains projets en ont jusqu'à 600. Le réseau a aussi permis de tirer partie de la loi des grands nombres, à savoir que quelqu'un, quelque part, s'intéresse à la même chose que vous. Quand quelqu'un veut créer un nouveau logiciel ou une nouvelle fonctionnalité, il va d'abord rechercher sur Internet si quelqu'un n'a pas déjà commencé un projet similaire, on constate que c'est très souvent le cas, et alors plutôt se joindre à ce projet. Si vous rencontrez une erreur, vous pouvez la signaler directement aux développeurs, par l'intermédiaire d'un site Internet dédié, et la solution sera peut-être apportée par un autre utilisateur. C'est la grande force d'Internet d'avoir permis la connexion de tout le monde avec chacun, sans intermédiaire, donc la diffusion des logiciels libres, qui à leur tour ont permis l'expansion très rapide du réseau.

En guise de conclusion, je voudrais revenir sur une question évoquée tout à l'heure, est-il possible d'apparaître uniquement sur Internet ? Je pense qu'il faut sortir d'Internet et c'est une grande force des promoteurs du logiciel libre de

l'avoir compris. Le réseau permet une grande efficacité pour diffuser des informations ou pour s'organiser, mais il est nécessaire de se matérialiser physiquement, comme je le fais aujourd'hui, pour aller à la rencontre des personnes qui sont intéressées par Internet mais ne l'ont jamais utilisé.

> Utiliser internet pour résister à la globalisation

Dana Ward (Pitzer College Etats-Unis)

Je suis professeur d'études politiques au Pitzer College mais je suis plutôt ici en tant que fondateur d'un des plus gros sites internet sur l'anarchisme, « anarchy archives ». Mon intervention va s'articuler autour de ces deux questions: peut-on utiliser Internet pour résister à la globalisation et avons nous le choix ? Mes réponses sont oui et non, c'est à dire oui, nous pouvons utiliser Internet pour résister à la globalisation et non, nous n'avons pas le choix.

Il y a de très nombreux exemples de l'utilisation d'Internet comme outil d'organisation pour résister à la globalisation, certainement Internet peut rendre les exploités et les dépossédés plus forts, même s'il peut aussi créer des obstacles. En fait, s'est développé, au niveau de la base, un réseau international de militants qui est le plus efficace depuis la ère Internationale. On peut dire que ce réseau a commencé en 1984 avec la « globalisation d'en bas » de Jeremy Pritcher et Tim Castello, et je voudrais vous citer aussi ce mouvement qui a été lancé par des écologistes, des syndicalistes, des paysans, pour s'opposer à l'ALENA (Accord de libre échange nord américain), le réseau de soutien aux Zapatistes, qui a réuni des personnes du monde entier, plus récemment les manifestations anti OMC à Seattle ont été organisées en grande partie grâce aux outils de communication sur Internet. Avant cela de nombreux commentateurs avaient souligné les modifications profondes que la société de l'information pouvait imposer aux structures de pouvoir, certains croyaient que les réseaux électroniques étaient des médias démocratiques par excellence et qu'il serait impossible de les contenir. Mais la démocratie des réseaux ressemble beaucoup à la démocratie des sociétés industrielles avancées, c'est un rituel utilisé pour renforcer les inégalités existantes de pouvoir. Si Internet a été construit grâce à des fonds publics et si, potentiellement, il peut être développé dans l'intérêt public, il est actuellement de plus en plus la propriété d'intérêts privés et orienté vers des activités commerciales. Nous devons constater que les nouvelles technologies ne seront pas utilisées pour libérer mais pour contrôler et qu'elles participent à la protection des économies capitalistes. Pour qu'Internet devienne un instrument de libération il aurait fallu que les outils d'information surpassent les outils de contrôle, mais aujourd'hui il est clair que la balance penche du côté du contrôle. Alors nous devons utiliser Internet pour résister à la globalisation, bien sûr, nous n'avons pas le choix, nous sommes forcés de faire ce choix, mais nous ne

devons pas croire que nous avons de ce fait des outils magiques pour lutter contre le capitalisme. La technologie n'est ni bonne, ni mauvaise par essence, c'est la manière dont elle est utilisée qui change tout, ce sont les structures sociales qui sont importantes. Si nous utilisons ces réseaux pour diffuser des informations et organiser des mouvements de résistance, d'autres les utilisent tout aussi efficacement pour contrôler, espionner et fichier les militants. Internet a accéléré la mondialisation économique et financière, il favorise l'activité des multinationales, il renforce aussi bien les oppresseurs que les opprimés et le rapport de forces reste le même.

Une caractéristique importante d'Internet est d'être décentralisé, Internet véhicule d'autres modèles d'organisation, il reste un système essentiellement anarchiste. Il n'y a pas de pouvoir central, les gens entrent et sortent du réseau à leur guise, des rassemblements volontaires et des groupes affinitaires émergent spontanément. Internet peut ainsi contribuer à affaiblir l'hégémonie des structures pyramidales de pouvoir dont le slogan est « il faut un chef ».

D'autre part, nous rentrons dans une nouvelle ère au niveau politique, où les États sont affaiblis par la mise en place d'organisations supra-nationales comme l'O.M.C. et où l'affrontement entre le capital et les individus se fait plus direct. J'en citerais deux exemples.

En 2001, un étudiant, pour dénoncer l'exploitation des travailleurs vietnamiens, a commandé sur Internet des chaussures Nike marquées « sweatshop » (usines à sueur).

Nike a refusé de fournir les chaussures, ce qui a donné lieu à un échange de courriers électroniques. Simplement en transmettant ces courriers à une dizaine d'amis, il a été à l'origine d'une gigantesque campagne de presse, allant jusqu'à Newsweek, The New York Times, des chaînes de télévisions, ce qui a contraint Nike à améliorer les conditions de travail de ses ouvriers.

Un autre exemple, à l'inverse. Au Mexique, dans l'État de Saint Louis de Potossi, une décharge de déchets toxiques avait été fermée, car des habitants étaient tombés malades. Une société américaine, Metalclad, voulait ouvrir une autre décharge, les autorités locales ont refusé, Metalclad a passé outre et commencé les travaux. Finalement, la zone a été classée réserve écologique et le projet a été définitivement stoppé.

Alors Metalclad s'est retourné contre le gouvernement mexicain en invoquant le chapitre 11 de l'ALENA qui protège les investisseurs et le gouvernement mexicain a dû payer un dédommagement de 16 millions de dollars, faisant passer ainsi le principe de « pollueur payeur » à « pollueur payé »!

Ces deux exemples montrent bien que le pouvoir des États est sapé par la globalisation, conduisant à des affrontements entre le capitalisme et les citoyens en dehors de l'État. A cause de son échelle globale, l'avenir de cette confrontation dépendra pour beaucoup de la capacité des citoyens à utiliser Internet pour diffuser des informations et coordonner des

actions. En fait, pour que cette confrontation ait lieu, nous avons besoin d'une nouvelle génération de cyber-guerriers pour les champs de batailles du numérique.

> Le réseau Rio en Afrique

Pascal Renaud (Réseau Rio France)

Je travaille depuis une quinzaine d'années sur des projets de coopération, je n'ose pas dire de développement, en matière de nouvelles technologies et notamment d'Internet, d'abord dans le cadre de l'O.R.S.T.O.M., qui est devenu l'I.R.D., un établissement public de recherche français, puis dans le cadre de l'O.N.U..

D'abord je voudrais dire qu'Internet, à mon sens, n'est pas un projet militaire, mais un projet de recherche, financé par l'armée américaine, qui a financé 70 % de la recherche aux États-Unis, principalement dans le but de faire émerger des idées. Internet n'est pas neutre, mais c'est le résultat d'une politique de recherche, pas d'une politique militaire. Il doit sa diffusion non pas aux « hackers » mais aux chercheurs, aux universitaires. D'ailleurs quand j'ai commencé à l'utiliser, en 1985-1986, on ne parlait pas de réseau Internet mais de réseaux de la recherche. Il y avait d'autres technologies disponibles, mais c'étaient des technologies propriétaires, Internet à tout de suite séduit car c'était une technologie libre, avant les logiciels libres, accessible à de petites unités, elle n'avait pas de centre, pas de concentrateurs, pas de grand manitou qui la gère. Je pense que, dans la mesure où une technologie peut l'être, c'est une technologie profondément démocratique, un seul individu peut diffuser de l'information au monde entier, un pays pauvre peut se faire connaître, on trouve aujourd'hui par exemple sur Internet une bonne partie de la presse africaine ce qui permet à la diaspora de la lire tous les jours. Je voulais faire ces précisions, mais revenons maintenant aux projets sur lesquels j'ai travaillé.

Notre but au départ était de créer un réseau d'échange de données pour les chercheurs, il y avait à l'époque peu d'infrastructures disponibles, nous avons dû nous débrouiller avec les moyens du bord, et peu à peu, entre 1987 et 1990, nous avons développé un réseau de courrier électronique dans une dizaine de pays au sud du Sahara : le Sénégal, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Togo, la Guinée, le Cameroun, on est allé jusqu'à Madagascar. Ce réseau s'est appelé « Rio », avant le sommet de Rio, simplement parce que c'était les initiales de « Réseau Informatique de l'ORSTOM »; ce réseau a eu beaucoup de succès, parce que toutes les organisations non gouvernementales, notamment anglo-saxonnes, ont souhaité l'utiliser. Ensuite les structures locales, surtout des universités, ont repris petit à petit la gestion de ce réseau, des ingénieurs ont été formés, il y a eu un véritable enthousiasme, une véritable appropriation. Qu'en est-il aujourd'hui où Internet est

présent partout, où Internet est surtout devenu un outil commercial ? D'abord quelques chiffres : l'Afrique héberge à peine 1/100 000 du total mondial des pages Web, il y a au Sénégal un accès pour 2500 habitants contre 1 pour 3 en Europe, les ? des internautes vivent dans un pays de l'O.C.D.E.; il y a bien une nouvelle fracture entre les pays dits développés et les pays dits en développement, la fracture numérique. Alors quel a été l'apport du transfert de technologie, de l'avance donnée par le Réseau Rio ? Si l'on fait une analyse plus fine, pays par pays, on constate des différences. Au Sénégal c'est une association locale qui gère les noms de domaine, alors qu'en République Centrafricaine cela est sous-traité à France Télécom. Il y a au Burkina Faso notamment des associations locales d'utilisateurs d'Internet et de défense des logiciels libres qui diffusent des savoir-faire qui permettent aux gens d'adapter la technologie à leurs besoins; on s'aperçoit que dans les pays qui n'ont pas eu le temps de s'habituer à cette nouvelle technologie, Internet est plus considéré comme une boîte noire, il y a moins de compétence technique, moins de techniciens locaux. C'est à la fois bien peu, une goutte d'eau, et en même temps c'est important.

Aujourd'hui, en Afrique, les cybercafés ou les télécentres se multiplient, les clients payent à la minute, comme d'ailleurs pour le téléphone, les écrivains publics se sont plus ou moins convertis au traitement de texte. Il y a des projets très intéressants; vous savez peut-être que, comme l'illettrisme est très courant, des cassettes audio enregistrées sont utilisées pour envoyer des courriers entre la famille et les émigrés; maintenant la poste sénégalaise est en train d'étudier un projet qui consiste à favoriser l'utilisation de mails sonores et il y a d'autres initiatives de ce type ailleurs en Afrique, où une des utilisations majeures d'Internet est bien de faciliter les liens avec la diaspora, l'autre étant l'éducation, on pourra y revenir dans le débat.

Cela dit, cette appropriation d'Internet par les pays en développement est très limitée, les entreprises qui se lancent dans cette aventure se heurtent au coût élevé des télécommunications pratiqués par les grands opérateurs d'interconnexion qui sont des multinationales du Nord comme MCI, ATT, France Télécom. Il font face aussi au manque de personnel qualifié et à l'instabilité du contexte socio-juridique dans lequel ils travaillent.

Pour conclure, les deux questions de fond pour les pays en développement face à une technologie nouvelle, et c'est valable pour Internet mais aussi pour d'autres, c'est la formation de spécialistes locaux et la construction d'un cadre réglementaire qui permette le développement de l'activité. L'Afrique est confrontée à une véritable fuite des cerveaux, ses meilleurs enseignants et étudiants partent vers les pays du Nord, c'est une terrible contrainte qui empêche l'appropriation des techniques nouvelles. D'autre part, dans le domaine des télécommunications et de l'audiovisuel, le cadre réglementaire et juridique hérité de l'époque coloniale est complètement

obsolète, les institutions internationales comme la Banque Mondiale, proposent des solutions clés en mains, inapplicables en terme d'appropriation locale, mais qui permettent à quelques multinationales de capter des marchés, par exemple France Télécom a racheté la Sonatel au Sénégal, le taux de rentabilité de cette filiale est un des plus élevés, mais le téléphone reste cher au Sénégal.

Il y aura un sommet mondial à Genève en décembre 2003 sur la société de l'information, et un des enjeux de sommet sera la fracture numérique

> « Et Dieu créa Internet »

Kodjo Gonçalves (Webmaster, Togo/Canada)

Je suis originaire du Togo, je vis actuellement au Canada, parce qu'un jour j'ai découvert Internet, et que là-bas les connexions sont gratuites. Après avoir pratiqué la radio, le cinéma, la télévision, j'ai été séduit par l'instantanéité de ce nouvel outil, le temps réel, les mises à jour immédiates. Je suis spécialiste des traditions orales, j'utilise Internet surtout pour le son, pour transmettre et conserver nos contes, mythes et légendes oraux. Je gère une cinquantaine de sites alimentés grâce à l'association A.W.A. (Association des Webmasters Africains).

J'ai mis en exergue à cette communication « Et Dieu créa Internet », les spécialistes auront reconnu là le titre du livre de Christian Huitema paru en 1995, et « Dieu est grand, mais Blanc n'est pas petit », comme on dit en Côte-Ivoire. En Afrique, on admire Internet, tout le monde veut communiquer à travers, mais quand on est devant son ordinateur personne ne sait pas ce qu'il y a derrière, et ce dicton tendrait à faire croire que l'homme blanc est plus proche du divin grâce aux technologies de développement qu'il a su maîtriser. Ce dicton, répété comme une vérité éternelle alors que crée par nous, nous montre bien qu'un « après développement » ne peut avoir lieu en Afrique sans une décolonisation des sentences qui nous trottent dans la tête. Pour situer mon propos dans le cadre plus général de la problématique du développement en Afrique, je citerais quelques titres évocateurs : « L'Afrique est mal partie », de René Dumont en 1974; « Et si l'Afrique refusait le développement ? » d'Axel Kabou en 1991; « Le viol de l'imaginaire » d'Aminata Traoré, que vous avez pu l'entendre ici lors de la soirée inaugurale; « L'Afrique sans la France » de Jean Paul Ngoupandé, ancien premier ministre de la République Centrafricaine; « L'Occident et les autres » de Sophie Bessis. Si nous allons maintenant vers l'Afrique profonde et analphabète de surcroît, on y utilise souvent des formules condensées qu'il faut savoir décoder comme « Quand la tête est présente, on ne devrait pas porter le chapeau aux genoux », c'est à dire que c'est à nous de savoir ce que nous pouvons faire avec cette technologie là, non pas avec une pensée occidentale. Ce n'est pas un hasard si cette assertion fait référence à des parties du corps, à savoir « tête » et «

genoux », car, en Afrique noire, la notion de personne prime sur toute capitalisation en monnaie sonnante et trébuchante. C'est ainsi qu'en wolof, langue du Sénégal, on aime dire « le problème de l'homme, c'est l'homme lui-même », il est le début et la fin de tout processus de développement, disons plutôt équilibre, le développement pour nous c'est l'équilibre; on le voit bien dans le domaine de la santé, le tradi-praticien, si vous avez une maladie dite chaude, va vous donner des plantes froides et vice-versa, il rétablit l'équilibre.

Les autoroutes de l'information se fondent sur un concept humaniste, l'information pour tous à un coût réduit, or certaines études laissent à penser le contraire. Elles montrent en effet que les nouvelles technologies de l'information accroissent les différences socio-culturelles, que les personnes s'adapteront d'autant plus facilement à la nouvelle donne qu'elles sont issues d'un milieu aisé; dans ce contexte, le Tiers-Monde risque de se voir plus isolé et plus marginalisé. Toutefois Internet peut nous être très utile, il peut rompre l'isolement des populations, il est un outil formidable d'appropriation des savoirs, il peut servir à conserver la mémoire de la tradition orale. Mais, comme en Occident, l'obstacle majeur au développement d'Internet n'est ni technique ni financier mais socio-politique. En effet les populations ne sont pas préparées à ce concept de communication universelle, égalitaire et sans contrôle, complètement étranger à toute culture existante. Les monopoles en place en matière de communication ont favorisé l'installation de castes ou de corporations privilégiées qui n'entendent pas remettre leurs avantages en question. Les structures gouvernementales constituent également de telles castes dont la stabilité repose sur le contrôle de l'information. Dans la plupart des pays d'Afrique, les gouvernements se sont rendus complices d'un néo-colonialisme leur assurant des privilèges exorbitants, pour eux l'introduction d'un moyen d'information non contrôlable représente une menace intolérable.

Quelques initiatives

Quelques associations ont aidé à la mise en place de réseaux, par exemple l'A.P.C. (Association for Progressive Communication) qui regroupe des opérateurs de pays peu favorisés, surtout du côté anglophone. J'estime que les

anglophones sont en avance dans ce domaine pour des raisons liées aux différences des systèmes de colonisation, la colonisation française, assimilationniste, a monopolisé les infrastructures de communication, alors que la colonisation anglaise, plus orientée vers le commerce, a laissé plus de liberté. Il y a aussi l'organisation P.A.D.I.S. (Pan African Development Information System) créée par les Nations-unies.

Il y a un projet inter-africain, soutenu par l'I.R.D. et l'U.N.I.C.A., destiné à faire naître des initiatives nationales ou sous-régionales, qui s'appuie sur le développement de savoir faire locaux.

Il y a des initiatives privées de petites associations occidentales qui aident directement des associations locales et c'est vers cela qu'il faut aller, car nos États sont en faillite.

Il faut aussi citer le cas de l'Afrique du Sud, un pays à part en Afrique, où il y a beaucoup de « business » et où Internet est très utilisé. Pendant longtemps, on a misé en Afrique sur le développement de l'agriculture, aujourd'hui il faut en plus se concentrer sur le développement des infrastructures de télécommunication et des réseaux. Grâce aux programmes de développement et aux investisseurs étrangers qui s'intéressent depuis peu au marché de l'Afrique, on peut penser que le nombre d'ordinateurs va augmenter rapidement, déjà le téléphone portable a explosé dans nos pays, d'abord considéré comme un objet qui confère à son possesseur une statut spécial de haut rang, l'objet dit cellulaire s'est vite démocratisé grâce à la remise en cause des monopoles d'État sur les télécommunications un peu partout en Afrique. A Lomé, la capitale du Togo, il y a 350 cybercafés et une centaine dans le reste du pays. Les gens font la queue, ils vont là pour chercher l'âme soeur en Occident, pour lire les mails qui, éventuellement, seront retransmis à leur destinataire par téléphone portable, ce sont des relais pour diffuser l'information à moindre coût. Il faut bien voir que l'utilisation de l'informatique est tout à fait différente en Afrique, il y a un ordinateur et 20,30 personnes autour, par exemple il est impossible pour les enfants de jouer comme ici, car ils sont 10 ou 15 autour de la machine et si l'un d'entre eux monopolise la souris plus de 2mn, il se fait bousculer; d'ailleurs si quelqu'un ici a une solution pour brancher 10 ou 15 souris nous sommes preneurs.

Débat

Un autre intervenant

Je voudrais faire quelques petites remarques. D'abord en tant qu'ancien militaire, plutôt dans ce que l'on appelle le développement, je dirais que, oui, Internet est sous surveillance, ceux qui veulent savoir peuvent savoir, mais, sauf si l'on est dans l'illégalité, ce n'est plus dérangeant que cela. Deuxième remarque sur la différence d'approche entre le monde anglo-saxon, principalement américain, qui offre du matériel pour que l'Afrique rentre dans l'Internet et l'approche européenne et particulièrement française qui soutient les logiciels libres, ce qui me paraît une très bonne chose. Troisième remarque sur les usages, c'est effectivement l'acheminement du téléphone sur le réseau qui va se développer en baissant le prix des communications, pour arriver à une convergence voix/image/données vers 2005, mais les législations doivent être adaptées en conséquence.

Une autre intervenante

Je voulais demander une précision à M.Gonçalvès, vous vous êtes installé au Canada pour des raisons privées, pourquoi pas depuis l'Afrique ?

Kodjo Gonçalvès

Surtout pour des questions de coût, au Togo, par exemple, la connexion coûte 2 Francs de l'heure, c'est très cher pour les gens là-bas. Alors on m'envoie les données par mail ou même par la poste sur disquette et je fais les mises à jour.

Roland de Miller

Je voudrais apporter une note un peu discordante, je travaille dans le domaine de l'écologie et de l'éducation à l'environnement et je pense qu'il y a un certain nombre de risques graves liés à l'outil Internet dont la plupart des Internautes ne sont pas conscients, il n'y a pas de réflexion sur l'outil. En particulier dans mon domaine, celui de l'éducation à

l'environnement, on fait de très bons documents multimédia, mais en même temps, ce qui est le plus important, c'est à dire le contact sensoriel de l'enfant ou de l'adulte avec le milieu naturel, avec les éléments naturels, cela ne passe pas par l'écran, cela ne passe pas par l'informatique. Ce n'est pas par Internet que l'on amènera les changements de conscience, d'ordre spirituel, qui sont les plus nécessaires pour arriver à surmonter les affres du développement. Les peuples premiers ont des richesses très grandes en termes de structures mentales qui sont menacées par l'irruption de l'informatique, c'est le cas chez les Inuits, par exemple. L'informatique a une dimension de conquête, de puissance qu'il faut discuter.

Un autre intervenant

Je m'appelle Osvaldo, je viens d'un petit village en Bolivie où il n'y a pas l'électricité. Je regrette l'absence dans ce débat d'un sociologue de la communication, parce que, pour moi, Internet continue à être un projet pour les techno-bureaucrates, c'est là le problème.

Deuxièmement, je ne crois pas qu'Internet va s'ouvrir vers les pauvres, ou servir aux pauvres, ça c'est vraiment un point de vue occidental, les gens qui cherchent de quoi manger ne s'intéressent pas à Internet. Ce n'est vraiment pas une priorité chez nous.

Joëlle Metzger

Je suis contente d'avoir entendu cette dernière intervention, je commençais à me demander si je ne m'étais pas trompé de colloque, nous n'avons pas beaucoup parlé de résistance. Hier, quelqu'un a dit que la technologie est le cheval de Troie de la mondialisation, avant dans le Tiers-Monde, on avait déjà Coca-Cola, maintenant on a les cybercafés. Il faut dire, ce qui n'a pas été fait jusque là, qu'Internet est un formidable vecteur de diffusion de la culture occidentale, et nord améri-

caine en particulier, on a bien vu ce que cela a donné pour la télévision.

Kodjo Gonçalvès

On ne peut plus reculer, l'outil est là, nous devons l'utiliser, mais je suis d'accord, nous devons nous l'approprier.

Un autre intervenant

J'ai fait une étude sur les nouvelles technologies en Afrique sub-saharienne. Je suis assez d'accord pour dire que nous avons été un peu angéliques dans la première partie de ce débat. Pour moi, à travers le développement d'Internet, nous sommes en train de remplir une gigantesque base de données à l'usage du seul pays qui puisse l'utiliser c'est à dire les États-Unis, ils sont en train d'avoir la main sur l'ensemble des connaissances du monde. En fait, ils ont lâché cette technologie à partir du moment où ils savaient qu'ils étaient capables de la contrôler, et qu'ils étaient les seuls.

Dana Ward

Qui peut contrôler ce que je met sur Internet ? Et qui peut le lire ?

Oui bien sûr de nombreuses multinationales sont présentes sur Internet, mais un anarchiste comme moi l'est aussi, je peux publier ce que je veux et tout le monde peut le lire.

Frédéric Couchet

Je suis d'accord et je voulais revenir dans le même sens sur la comparaison entre Internet et la télévision. Il faut bien comprendre la différence : la télévision est émise par quelques émetteurs, c'est un média très centralisé, par contre tout le monde peut émettre sur Internet et cela change tout.

Pascal Renaud

Je voudrais revenir sur le grand satan Américain. Il me semble qu'Internet s'est imposé parce qu'il correspond à l'époque et à nos modes de vie, comme la voiture s'est imposée en son temps, je ne crois pas du tout à une diffusion

contrôlée de cette technologie. D'ailleurs si Internet est né au États-Unis, il a évolué ensuite avec des apports d'origine diverses. Par exemple, on ne le sait pas assez, le Web a été inventé au CERN, un centre de recherche européen situé à Genève; Linux, un des logiciels libres les plus connus, très utilisé sur les serveurs Internet, a été créé par un finlandais. Alors, d'accord, les États-Unis sont la plus grande puissance militaire au monde et dans ce domaine comme dans le spatial, ils disposent de grands moyens mais ce serait exagéré de dire qu'ils sont tout seuls, qu'ils dominent le système, les européens, quand ils se rassemblent sont une grande puissance, le Japon aussi. Et de toute façon, il n'y a pas de volonté de maîtriser, de dominer Internet, il y a une lutte des entreprises pour gagner de l'argent, c'est différent.

Trouver un grand satan, c'est un raccourci qui peut sembler pratique, mais qui ne permet pas de bien comprendre la mécanique d'un système social et de voir chez soi, autour de soi, quelles sont nos responsabilités à nous, français, européens.

Réponse de la salle

En fait, je ne parlais pas de grand satan, c'est plutôt une question de contenu, d'orientation, de manière de penser; par exemple, les grands moteurs de recherche, que vous utilisez sûrement, sont américains. Pour en revenir à l'Afrique, la plupart des gros sites africains ne sont pas faits en Afrique, il sont faits par la diaspora alliée à de grosses sociétés occidentales comme Wanadoo, ils retransmettent l'image que les occidentaux ont de l'Afrique.

Kodjo Gonçalves

Tout à l'heure quelqu'un parlait d'un système européen libre. Les américains nous disent : tout est « free », « free » c'est libre, c'est pas gratuit, nous on connaît bien ça, ça dure trois ans et après on vous dit il faut payer 10 dollars, bon c'est pas cher, mais comme vous êtes 25-30 millions...

Réponse de la salle

Il s'agit d'une initiative d'un consortium d'entreprises en accord avec le gouvernement basée sur les logiciels libres, je ne connais pas les détails mais c'est à creuser.

Une autre intervenante

Je voudrais souligner le rôle d'Internet comme média publicitaire d'identification, il y a un risque que les gens, dans les pays du Sud, essayent de s'identifier à l'image publicitaire d'un monde américanisé, et on en revient alors à la problématique du développement.

Dana Ward

Ce n'est pas Internet qui est en cause, les États-Unis sont une puissance hégémonique qui utilise Internet mais nous pouvons nous aussi utiliser Internet pour dénoncer cette hégémonie, ce n'est pas la technologie qui est en cause mais la façon dont on s'en sert.

Une autre intervenante

Pour revenir au thème de la résistance par Internet, je voulais citer cet exemple. Le mouvement ATTAC a réussi, dans le canton où j'habite, à déjouer des plans de Nestlé, qui est une grande multinationale que tout le monde connaît je pense. Nestlé voulait acheter une source d'eau, il devait détourner la loi pour ce faire, en secret, mais cela a été publié par erreur dans un journal, l'information a été reprise par ATTAC, ce qui a fait échouer le projet. Cette lutte a été racontée sur Internet, et quelques temps après, nous avons été contactés par un groupe de Brésiliens qui s'opposent chez eux aussi au rachat d'une source par Nestlé, l'un d'entre eux est venu en Suisse, nous avons organisé des conférences de presse, c'est le début d'un combat qui va se continuer et cela grâce à Internet.

Pascal Renaud

Je voulais citer un exemple en Afrique. Il y a deux ans, Reporters sans Frontières à mener une enquête au Burkina Faso, sur l'assassinat d'un journaliste burkinabé qui enquêtait sur les milieux gouvernementaux. Dès que cette

enquête, dérangeante pour le pouvoir en place, est parue sur le site internet de Reporters sans Frontières, elle était imprimée à Ouagadougou, la capitale du Burkina et diffusée par photocopies; le gouvernement a essayé d'empêcher cela, ce qu'il aurait pu faire avec la presse classique, mais là c'était totalement impossible, dès qu'il intervenait dans un endroit, c'était imprimé et diffusé ailleurs. La personne qui me racontait cela m'a dit « ce jour là, nous avons compris qu'Internet n'était pas une affaire de Blancs mais une affaire qui concernait le pays ».

Et en effet, le contre-pouvoir de la presse, qui n'existait pas en Afrique, se construit au tour d'Internet.

Kodjo Gonçalves

Il y a aussi l'exemple du « Journal du jeudi », un journal satyrique à la façon du Canard Enchaîné en Afrique, qui, suite à de nombreux problèmes, est passé sur Internet, il s'appelle maintenant « marabout.net ».

Je voudrais aussi dire autre chose. J'anime un site Internet critique vis à vis du gouvernement Togolais, celui-ci a démolit des serveurs là bas pensant ainsi empêcher cette diffusion, mais comme le serveur est chez moi, au Canada, ils ne peuvent rien faire. Je dis cela pour souligner le rôle que peut jouer la diaspora, à travers Internet, contre les dictatures en place.

Un autre intervenant

Je suis formateur dans le domaine des technologies de l'information auprès du monde associatif. J'ai pu constater les changements de mentalité nécessaires par rapport à l'outil Internet, car nous passons d'une construction individuelle du savoir à une construction en réseau. Quand je discute avec une ONG, par exemple, pour la mise en place de son site Internet, nous constatons très vite qu'il faut revoir la circulation de l'information, mais cela veut dire aussi bousculer les rôles de pouvoir dans cette organisation. Avant le réseau, il y a des spécialistes dans chaque domaine qui

légitiment leur pouvoir en gardant l'information et ils craignent, en la faisant circuler, de perdre leur spécialité, leur spécificité.

Alors je crois que, quand le monde associatif aura compris tout l'avantage, la richesse des savoirs construits en réseaux, un obstacle psychologique majeur aura été franchi et que les obstacles techniques seront franchis très facilement après.

Dana Ward

Je voudrais recentré le débat sur le thème de la résistance à la globalisation sur Internet. Il me semble évident que cette résistance ne viendra pas du Sud, nous devons la mettre en place ici au Nord où se trouvent à la fois les structures concentrées de pouvoir et l'Internet. Un des premiers obstacles à cela, c'est la société sous surveillance qui se met en

place, est ce que je vais résister si mon patron va le savoir, si le gouvernement va le savoir ? Dans les années 60 déjà, des gens du FBI se baladaient avec des caméras vides, juste pour l'intimidation. Nous devons nous défendre face à ces intrusions, nous devons empêcher l'installation de caméras qui filment tout ce que nous faisons, nous devons protéger la confidentialité du courrier électronique, c'est le premier pas à faire.

Frédéric Couchet

Je voudrais aller dans le même sens, en insistant sur un point, celui de la cryptographie, c'est à dire la possibilité de coder l'information et en particulier les courriers électroniques. En France, actuellement, les outils efficaces de cryptographie sont interdits d'utilisation par la loi, les courriers circulent en clair, c'est un peu comme envoyer du courrier pos-

tal dans une enveloppe ouverte. Nous sommes une exception dans ce domaine, en Allemagne par exemple, l'outil que j'utilise illégalement en France, est développé avec des fonds publics de façon libre et transparente, car ils ont compris la nécessité de la mise à disposition de moyens de cryptographie efficaces. Nous devons réclamer le droit d'utiliser ces moyens.

Une autre intervenante

Je suis coordinatrice à Amnesty International pour la région Colombie-Équateur-Venezuela et cette question de la confidentialité des échanges est primordiale pour nous, des gens risquent leur vie, nous sommes très prudents au téléphone ou sur Internet, je suis contente de savoir que des moyens existent de garantir cette confidentialité, nous devons pouvoir les utiliser. •